

Derrière aujourd'hui, il y a demain (Proverbe Libyen)



Alors que le monde se débat avec de mauvais augures, notamment avec ceux induits par la crise sanitaire, une nouvelle satisfaisante venant de l'autre rive de la Méditerranée est passée quasiment inaperçue.

Avec Michel
Ruimy

Le Haut Conseil d'Etat libyen, chambre haute du Parlement, situé à Tripoli, et le gouvernement El-Sarraj, basé à Tobrouk, pierres angulaires pour tout avancement relatif à la résolution de la crise libyenne, ont signé, début septembre, à Bouznika (Maroc), un accord global portant sur les critères et mécanismes permettant d'accéder aux postes de souveraineté ainsi que d'importants compromis et décisions concrètes (consolidation du cessez-le-feu, relance du processus politique, tenue d'élections présidentielles et parlementaires, partage des revenus pétroliers...) impactant directement la vie quotidienne de la population libyenne.

Il s'agit d'une grande avancée puisque l'unification de ces institutions est un élément essentiel à toute solution à la crise libyenne. Les deux parties ont convenu de se retrouver, la semaine prochaine, pour parachever les mesures nécessaires garantissant l'application et l'activation de cet accord qui devrait bénéficier du soutien d'une grande partie de la communauté internationale.

Afin de bien comprendre la portée de ces accords, faisons un rapide retour en arrière. Depuis le renversement du colonel Kadhafi en octobre 2011, la Libye a connu une période de grande confusion mettant aux prises diverses forces et milices régionales. Le Maroc, conscient que la stabilité de ce pays était importante pour la sécurité de la région a déployé d'intenses efforts pour un rapprochement de vues entre les protagonistes. Cette initiative, saluée par la communauté internationale, a abouti, en 2015, à l'Accord de Skhirat dont la mise en œuvre, toutefois, à partir de 2016, a été notamment entravée par une dissidence alimentée par l'Égypte, la Russie et les Émirats arabes unis.

L'enjeu à terme des engagements récemment ratifiés est de fonder un État fort dans l'intérêt des Libyens, de l'ensemble des parties prenantes de la région, en particulier les pays européens qui souhaitent discuter avec un interlocuteur crédible pour mettre fin aux flux migratoires sauvages et pour sauvegarder la sécurité dans cette partie de la Méditerranée.

L'Union africaine, l'Union européenne, la France, les États-Unis, de nombreux pays d'Amérique latine ou la Turquie ont salué la tenue de la conférence de Bouznika, et le rôle positif du Maroc pour enclencher un processus en ligne avec l'accord de Skhirat et l'action des Nations Unies. À cet égard, alors que l'on s'étonne, en Lybie, que cette rencontre de la plus haute importance, marquant une étape importante vers la normalisation de la situation d'un pays en proie au chaos depuis près de 10 ans, ne suscite guère de commentaires et d'analyses dans la presse internationale, les deux parties en présence ont appelé l'ONU et la communauté internationale à accompagner et à soutenir vigoureusement les efforts du Maroc visant à réunir les conditions adéquates et à créer un climat propice pour parvenir à une solution politique à la crise, démontrant ainsi qu'elles ont la pleine capacité de trouver des solutions à leurs problèmes sans tutelle, ni influence.

Il s'agit d'un succès indéniable de la diplomatie marocaine. En effet, à la différence d'autres pays de la région, le Royaume chérifien

ainsi que la Tunisie ont eu la sagesse de rester neutre dans le conflit libyen afin de faciliter un règlement consensuel à la crise libyenne. Ainsi, si une dynamique positive s'est enclenchée à Bouznika, la négociation devrait se poursuivre à un plus haut niveau avec les mêmes acteurs y compris Maroc, comme accompagnateur.